

Objet : Mise à jour des annexes du Plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges suite à l'approbation du changement de délégataire du droit de prévention urbain renforcé sur une partie du quartier Belleplace-Blandin

Le Président de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre,

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10 et L.5219-2 et suivants ;

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, modifiée ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu le décret n°2015-1665 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'Etablissement public territorial 12 dont le siège est à Vitry-sur-Seine ;

Vu la délibération du Conseil de l'Etablissement public territorial 12 Grand-Orly Val de Bièvre Seine Amont en date du 26 janvier 2016 portant poursuite des procédures relatives aux plans locaux d'urbanisme engagées par les communes membres ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.151-43, L.153-60, R.151-51, R.151-52 et R.153-18 ;

Vu le plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges dont la révision a été approuvée par le Conseil territorial de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre 28 juin 2016 ;

Vu la loi n°2017-86 du 28 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté accordant de plein droit aux Etablissements publics territoriaux la compétence en matière d'exercice du droit de préemption urbain ;

Vu la délibération du Conseil territorial de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre en date du 15 avril 2017 instaurant le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire de Villeneuve-Saint-Georges et le déléguant à la commune ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2017-4524 du 20 décembre 2017 portant modification des statuts du Syndicat d'Action Foncière du Val-de-Marne et permettant l'adhésion des établissements publics territoriaux ;

Vu la délibération du Conseil territorial de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre en date du 18 décembre 2018 décidant l'adhésion au Syndicat d'Action Foncière du Val de Marne ;

Vu la délibération du Conseil territorial de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre du 21 décembre 2019 approuvant la convention d'action foncière « Chemin des Pêcheurs » avec le SAF94 ;

Vu la délibération du Conseil territorial de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre du 21 décembre 2019 approuvant la convention d'action foncière « Blandin » avec le SAF94 ;

Vu la délibération du Conseil territorial de l'EPT Grand-Orly Seine Bièvre du 25 février 2020 approuvant le changement de délégataire du droit de préemption urbain renforcé de la commune au profit du SAF94 sur les périmètres d'intervention des conventions d'action foncière « Chemin des Pêcheurs » et « Blandin » ;

Considérant les compétences transférées à l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre notamment en matière d'aménagement, de droit de préemption urbain et de réserve foncière ;

Considérant l'adhésion de l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre au Syndicat d'action foncière du Val-de-Marne devenue effective en mai 2019 ;

Considérant la convention partenariale opérationnelle et financière de renaturation des berges de l'Yerres et de restauration de ses zones humides signée le 18 novembre 2019 ;

Considérant l'intérêt de déléguer le droit de préemption urbain au SAF94 pour faciliter la gestion des déclarations d'intentions d'aliéner et d'éventuelles préemptions dans le périmètre du projet de renaturation des berges de l'Yerres à Villeneuve-Saint-Georges ;

Établissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre

Considérant qu'il convient de procéder à la mise à jour des annexes du Plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges, afin d'y annexer le changement de délégataire du droit de préemption urbain renforcé au profit du SAF94 sur les périmètres d'intervention des conventions d'action foncière « Chemin des Pêcheurs » et « Blandin » ;

Considérant que depuis le 1^{er} janvier 2016, l'Etablissement public territorial Grand-Orly Seine Bièvre est compétent en matière de plan local d'urbanisme ;

Considérant que la mise à jour du Plan local d'urbanisme est effectuée à chaque fois qu'il est nécessaire de modifier le contenu des annexes dudit plan prévu aux articles L.151-43, R.151-51 à R.151-53 du code de l'urbanisme ;

Considérant qu'un arrêté du Président de l'Etablissement public territorial compétent en matière de plan local d'urbanisme constate qu'il a été procédé à la mise à jour des annexes du plan local d'urbanisme ;

Arrête

Article 1^{er} : Les annexes du Plan local d'urbanisme de la commune de Villeneuve-Saint-Georges sont mises à jour à la date du présent arrêté par l'adjonction de la modification des délégations du droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire de Villeneuve-Saint-Georges.

Article 2 : La mise à jour sera effectuée sur les documents tenus à la disposition du public à la mairie de Villeneuve-Saint-Georges ainsi qu'au siège de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre, à compter de la date du présent arrêté.

Article 3 : Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Publication au recueil des actes administratifs de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre ;
- Affichage pendant une durée d'un mois au siège de l'Etablissement Public Territorial Grand-Orly Seine Bièvre et en mairie de Villeneuve-Saint-Georges.

Article 4 : Madame la Maire de Villeneuve-Saint-Georges et Monsieur le Directeur Général des services de l'EPT sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera faire à Monsieur le Préfet du Val-de-Marne et à Monsieur le Directeur de l'Unité départementale du Val-de-Marne de la Direction régionale et Interdépartementale de l'équipement et de l'aménagement d'Ile de France.

À Orly, le 03/06/2020

Le Président de l'Etablissement
Public Territorial,
Michel Leprêtre



Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire du présent acte ;
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification

Notifié le :

Envoyé en préfecture le :

Affiché le :